

Burundi : Enterrement du cameraman de la RTNB et sa famille tués par la Police

PANA, 20 octobre 2015 Inhumation d'un homme des médias et 4 membres de sa famille victimes des violences au Burundi Bujumbura, Burundi - Les cérémonies d'inhumation du cameraman de la Radiotélévision nationale du Burundi (RTNB, publique), Christophe Nkezabahizi, son épouse, Mme Alice Niyonzima, sa fille, Mlle Nikura Kamikazi, son fils adoptif, Trésor Iradukunda, ainsi que son neveu, Evariste Mbonihankuye, ont eu lieu mardi au cimetière municipal de Mpanda, une semaine après avoir été tous trouvés morts à Bujumbura dans des tirs croisés entre des éléments de la Police nationale et un groupe armé non encore connu, apprend-on des proches des victimes.

La biographie du cameraman indique qu'il a fait partie de l'équipe technique qui a démarré la télévision nationale au Burundi, en 1982, et était sur le point de prendre sa retraite prématurée à l'âge de 60 ans. Des raisons professionnelles ne sont pas pour le moment privilégiées pour expliquer la mort de ce cameraman d'une radiotélévision publique qui reste pratiquement la seule à pouvoir exercer tranquillement dans le pays après la destruction physique des médias privés indépendants dans les violences pré-électorales qui ont été encore attisées par une tentative de putsch militaire manquée au mois de mai dernier. La violence reste suspendue à une enquête policière et judiciaire de dix jours que le procureur général de la République, Valentin Bagorikunda, a commandité depuis samedi pour élucider les circonstances exactes de ce quintuple assassinat dans la famille de Nkerabahizi ainsi que celui de plusieurs autres victimes des violences aveugles de la journée et la nuit du 13 au 14 octobre à Bujumbura, la capitale du Burundi. Le violent accrochage avait encore emporté les vies d'un policier et cinq autres civils à Ngagara, un quartier du nord de Bujumbura. Dans ce quartier, comme dans plusieurs autres cités populaires de Bujumbura, subsiste une insécurité résiduelle qui met régulièrement aux prises la police nationale et des groupes armés non identifiés. Cela dure depuis bientôt six mois malgré d'importants moyens que s'est donnés la police pour étouffer le mouvement contestataire au troisième mandat présidentiel jugé contraire à la constitution et l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale dans les milieux de l'opposition et des organisations de la société civile. Un récent rapport du haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme estime à plus de 130 personnes qui ont déjà perdu la vie dans les violences électorales de ces six derniers mois, essentiellement à Bujumbura. A trois jours de la fin d'un ultimatum que le président de la République, Pierre Nkurunziza, avait donné aux détenteurs illégaux d'engins de guerre pour les remettre volontairement, nombreux sont cependant ceux qui, dans l'opinion, trouvent plutôt que les violences ont redoublé d'intensité en même temps que le nombre de victimes de armes frauduleuses a cessé d'augmenter.